

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE ANNABA

Situation paradoxale, pas du tout singulière

Nous avons, dans un texte récent (paru dans l'édition du 24 novembre 2013), tenté d'esquisser un état des lieux de l'université en Algérie traversée par les jeux incongrus de l'anomie et des occasions ratées. Le nouveau ministre, qui avait brossé dans un entretien à El Khabar un tableau sans complaisance de la situation de l'université, semble armé d'excellentes intentions, mais aura-t-il les moyens nécessaires pour transformer des territoires aussi fermés. Nous essaierons de mettre en relief cette réalité en présentant sommairement une structure particulière, mais non singulière, la faculté des lettres de l'université de Annaba, qui a, nous semble-t-il, atteint un stade avancé de démission, il est vain de chercher une quelconque activité scientifique ou culturelle sérieuse.

Une lecture du vécu de cette faculté pourrait permettre de mieux saisir la désagréable situation dans laquelle se trouvent englués étudiants et enseignants, prisonniers d'un fonctionnement bureaucratique et d'une vision de l'université caractérisée par une forte aphonie. Il est non moins symptomatique de cette dérive l'absence d'une bibliothèque universitaire, non prévue lors de la livraison de ce pôle, conçue à posteriori, se caractérisant toujours par un déficit chronique. Ce fait renseigne sur la réalité de l'aspect scientifique et pédagogique dans une structure marquée par la marginalisation de toute activité culturelle, privilégiant les jeux trop opaques d'une administration, trop lourde et pléthorique, se caractérisant par une extrême rigidité, engendrant de graves malentendus, ce qui favorise la démobilisation et la démission. Ce n'est pas pour rien que les cours ont commencé très tardivement, c'est-à-dire, juste après l'Aïd El- Adha, réduisant considérablement la durée et le programme.

Dans cette faculté constituée de départements de langues et de sciences sociales, composée de douze amphithéâtres, aphones et inappropriés, tragiquement non fonctionnels, empêchant toute possible communication, l'objectif à atteindre par l'administration semble être l'organisation des examens et la délivrance des diplômes. D'ailleurs, les comités pédagogiques, qui devraient être les espaces centraux de l'université, ne se réunissent qu'à la veille des examens, discutant des questions techniques d'organisation de ces joutes.

Les salles et les amphis, souvent marqués par les jeux de la saleté et la présence de flaques d'eau, témoignent du peu d'intérêt accordé à la saine gestion de ces lieux. Ce qui pose sérieusement la question de l'utilité de ces endroits, notamment les amphithéâtres, dont l'acoustique est défaillante et donne à comprendre les objectifs ambigus accordant peu d'importance à la relation pédagogique sacrifiée sur l'autel d'illusions égarées dans un essaim de paroles où l'absence le dispute à un déficit en matériels pédagogiques.

Il serait mal-aisé de chercher de vraies salles de travail pour étudiants ou enseignants ou de trouver internet, ouvrages, encore moins des micro-ordinateurs, des imprimantes ou des photocopieuses dans ce capharnaüm où se mêlent bureaux interminables d'agents et vastes endroits de «travail» de responsables de la faculté et des départements occupant une partie importante du site. L'administration de la faculté, bien équipée et dotée d'une connexion internet, occupe à elle seule six étages, alors que les enseignants ne disposent ni de bureaux ni de salles sérieuses de travail. Ce qui les pousse à investir les murets et les bancs prenant la place des étudiants qui devraient faire du coude à coude pour ne pas être exclus de leur antre privilégiée. Ne serait-il

pas temps d'inverser la tendance en privilégiant la dimension pédagogique et scientifique en transformant les services adminis-

tratifs en une machine au service des étudiants et des enseignants ? L'absence de livres, de salles de travail pourvues d'équipements informatiques (micro-ordinateurs, imprimantes, photocopieuses et différents consommables), de salles de récréation (restaurant pour enseignants ou cafeteria) et de revues et de la connexion internet généralisée aux enseignants et aux étudiants altère sérieusement la relation pédagogique. Les doctorants souffrent de l'absence dramatique de l'actualisation du fonds documentaire et de l'absence des ouvrages nécessaires à l'élaboration de leurs travaux.

Ce qui altère sérieusement la communication scientifique. L'ouverture d'une vraie bibliothèque, avec des fonds renouvelés dont les horaires devraient être revus (8h-18h) est d'une nécessité absolue. Chaque enseignant confectioneer, jusqu'à présent, son propre programme, provoquant d'indescriptibles chevauchements, engendrant de graves malentendus et desservant la fonction pédagogique. Quelques rares équipes commencent plus ou moins à mettre en œuvre des esquisses de programmes communs. Les conditions actuelles de fonctionnement posent sérieusement la question des objectifs attendus de la formation de nos étudiants. Tout le monde sait que les amphis existant ne sont pas fonctionnels, mais on fait semblant de faire cours tout en étant convaincu de l'inefficacité des outils acoustiques. N'est-il pas temps de procéder à leur fermeture en attendant leur mise en condition acoustique ? Les étudiants et les enseignants se plaignent régulièrement de cette misérable situation, mais les responsables semblent sourds à ces doléances qui posent un sérieux problème de gestion.

La faculté est dominée par une inflation de chefs et de sous-chefs à tel point qu'on se croirait dans un service administratif, pas une structure scientifique. Les lettres anonymes pullulent, posant sérieusement le problème de la communication. Les espaces occupés par les équipes administratives des départements et de la faculté dépasseraient peut-être le nombre des salles disponibles. On exclut les enseignants, qui sont d'ailleurs sans bureaux, et les étudiants pour gonfler les espaces administratifs disposant d'un personnel pléthorique. Les bureaux des chefs de département, des vice-doyens et du doyen laissent penser qu'on se trouve en dehors d'une structure scientifique. Aussi, ne serait-il pas temps d'accorder plus de place

aux enseignants et de se mettre en tête que beaucoup d'entre eux voudraient trouver à l'université de bonnes conditions de travail leur permettant de faire leurs recherches. L'organisation actuelle engendre déjà des conflits latents et un profond malaise. Les services administratifs sont trop peu efficaces, occultant la spécificité de la gestion d'une institution universitaire. La réduction

du personnel, la limitation de l'espace occupé par les responsables et la redéfinition des objectifs pourraient permettre une refondation d'une faculté appelée à limiter l'exercice des chefs de département et des doyens à un seul mandat de trois ans, comme stipulé dans les textes réglementaires. Le mode électif est la seule façon d'en finir avec le carriérisme ambiant et l'illusion d'être au-dessus des autres, rompant avec le statut d'enseignant-chercheur. Il faut en finir avec la distribution des «bourses» aux différents «chefs», ce qui est en contradiction avec l'esprit de la recherche scientifique. Le système des bourses actuel est à revoir. Est-il sérieux que les enseignants de rang magistral bénéficient de bourses qualifiées péjorativement de «recyclage» ou de «perfectionnement» ? Un professeur et un maître de conférences sont censés produire des travaux publiés (articles et ouvrages) dans des revues de haut niveau ou dans de prestigieuses maisons d'édition. On ne peut parler sérieusement de recherche dans cette faculté où les projets existant et les laboratoires (ceux-ci se limitent souvent à exiger de leurs membres de virtuels bilans annuels élaborés très souvent en dehors de cette structure) ne sont pas réellement opérationnels.

Les équipes animant des projets de recherche ne disposent d'aucun équipement et se limitent souvent à remplir les formulaires et les fiches administratives. La plupart des laboratoires sont aux abonnés absents, sauf quand il s'agit de distribuer, dans des conditions parfois discutables, des micro-ordinateurs, des consommables et

des billets d'avion, cherchant par tous les moyens à épuiser un budget, même pour acheter des gadgets parfois peu nécessaires à la recherche. La relation avec les fournisseurs devrait être sérieusement redéfinie pour éviter certains dérapages. Il est triste de constater qu'aucune activité culturelle n'est organisée et qu'on ne fait rien dans ce sens.

L'absence de productions scientifiques et de séminaires doctoraux se fait tragiquement sentir, pénalisant ainsi chercheurs et apprentis-chercheurs dont la relation devrait être dynamique. Il serait peut-être utile de priver du bénéfice d'une bourse les professeurs ou les maîtres de conférences qui ne produisent pas d'ouvrages ou des articles dans des maisons d'édition et des revues de réputation internationale. Nos efforts pour organiser des rencontres culturelles et scientifiques sont restés vains. Aucun débat scientifique ou culturel n'est possible dans un

Par Ahmed Cheniki

contexte où l'administratif prend le dessus sur l'aspect scientifique, malmené et vidé de son sens. La revue de l'université *Ettawasol* devrait être radicalement restructurée, les articles devraient obéir à des règles de rigueur, de cohérence et d'actualité (au niveau des connaissances et des savoirs).

Une suspension temporaire est souhaitable. La faculté vient de créer un bulletin onéreux, d'ailleurs non lu, mal écrit et sans force, consommant de l'argent sans aucune contrepartie symbolique. Les colloques, quand ils sont organisés, sont souvent pauvres, fonctionnant comme des machines à distribuer cartables et attestations de participation. On parle ces derniers temps de l'organisation d'une rencontre (écritures d'exils) dont la préparation ne durerait que trois mois, ce qui est

La faculté vient de créer un bulletin onéreux, d'ailleurs non lu, mal écrit et sans force, consommant de l'argent sans aucune contrepartie symbolique. Les colloques, quand ils sont organisés, sont souvent pauvres, fonctionnant comme des machines à distribuer cartables et attestations de participation. On parle ces derniers temps de l'organisation d'une rencontre (écritures d'exils) dont la préparation ne durerait que trois mois, ce qui est contraire à toute logique.

contraire à toute logique. Les responsables qui, usant de pratiques peu sérieuses, convoquent des professeurs leur demandant d'élaborer un argumentaire du colloque dont l'intitulé est préalablement choisi. Etrange ! Trop peu opératoire. Il est nécessaire d'inviter des intervenants étrangers de haute tenue, européens, asiatiques ou américains, ayant un CV conséquent, à effectuer des séjours dans nos facultés. Cette réalité permet de poser la question de la présence de véritables instances scientifiques (CSD, CSF) au niveau des départements et de la faculté qui, au lieu, de fonctionner comme des moulins à paroles (plus de 8 heures de réunion) pourraient se transformer en véritables espaces où on discuterait des vraies préoccupations de la faculté.

La question de la qualification pose sérieusement problème, des enseignants assurent des cours en dehors de leurs spécialités d'origine, dirigent des mémoires ou des thèses alors qu'il serait plus opératoire qu'ils soient réaffectés dans leur département d'origine où ils pourraient enrichir éventuellement leurs recherches de départ et leur corps initial. Les questions d'éthiques se posent avec une extraordinaire acuité.

Le problème du plagiat, par exemple, est toujours d'actualité sans que les structures dites scientifiques ou les instances administratives se mobilisent pour enrayer ce fléau en sanctionnant sévèrement les auteurs de délits de reproduction malhonnête de textes et de travaux d'autrui.

Ces dernières années, plusieurs cas de soupçon de plagiat ont été signalés sans que les CSD ou le CSF se soient autosaisis. Une réforme sérieuse de l'université respectant les règles de la rigueur scientifique et du travail pédagogique est à même de contrebalancer les jeux de rente actuels. Il avait raison, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Rahal, qui me disait à Paris, en 1985,

alors qu'il était en poste à l'Unesco, qu'il y avait beaucoup de résistances pour changer les choses. Que s'est-il passé depuis pour que les choses se dégradent aussi tragiquement comme dans cette faculté des lettres, qui semble confortablement installée dans un profond sommeil ?

A. C.